

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Balkans

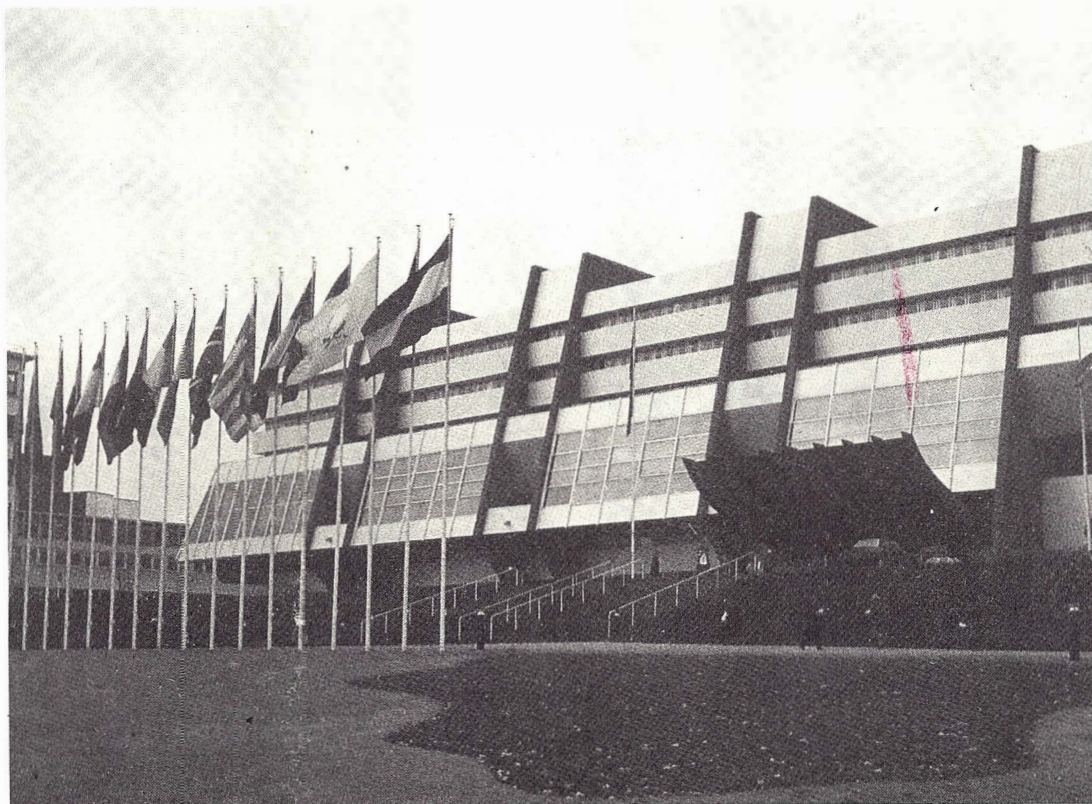
Qui s'inquiète de l'avenir des Balkans ? L'image de la « poudrière » a été remplacée par celles, attrayantes, des lieux de tourisme. On aurait tort, cependant, de négliger les difficultés de tous ordres que connaît actuellement la Yougoslavie. Après une terrible guerre de libération doublée d'une guerre civile non moins atroce, ce pays avait vécu, sous l'égide de Tito, une longue période de stabilité politique et de relatif développement.

Après la disparition du Maréchal, la Yougoslavie est entrée dans une crise multiforme : faible autorité et absence de prestige de la direction collégiale, crise économique marquée par un endettement extérieur considérable et une inflation galopante, autonomie croissante des Républiques et agitation violente dans la région du Kosovo puis, ces dernières semaines, mouvements de grèves très significatifs de la dégradation du climat.

Préoccupante pour Belgrade, cette situation l'est aussi pour l'Europe qui a tout à craindre d'une déstabilisation de l'Etat et de la société yougoslaves. Prenons garde au feu qui couve dans les Balkans.

Bilan

L'Europe désenchantée



Nationalité

Echec à Chalandon

(p. 3)

Saint-Robert

Misère de la francophonie

(p. 6-7)

M 2242 - 468 - 10,00 F



Millénaire

Le sacre des rois

François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication y côtoyait le représentant du président de la République, Jean-Claude Colliard, accueillis par le directeur général des Archives et membre de l'Institut Jean Favier.

L'idée directrice de l'exposition intitulée *Le sacre - à propos d'un millénaire, 987-1987*, est de montrer comment « se sont formés les principes de succession au pouvoir en France ». Parchemins, gravures, photos et diapositives à l'appui les visiteurs peuvent revivre les grands moments du sacre: les préparatifs, le rituel et les lendemains.

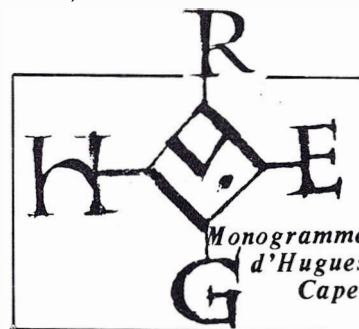
■ *Le peintre Georges Mathieu avait tenu à être présent*

Le 17 mars, aux Archives de France - Musée de l'Histoire de France, était inaugurée une exposition sur le Sacre, en présence notamment du comte de Paris.



■ Jean Favier accueille François Léotard, le comte de Paris et J.-C. Colliard

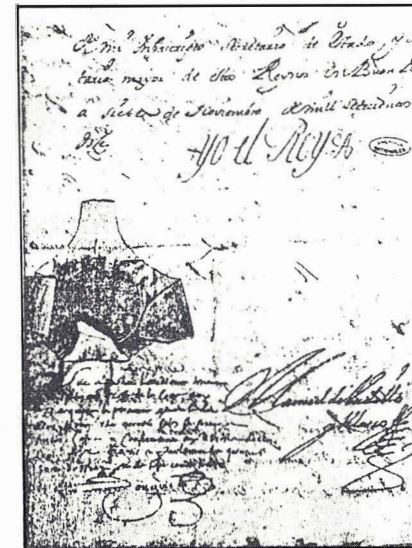
Le document le plus intéressant peut-être, pour un royaliste et dans ce contexte de propagande pour un prétendu « légitimisme » illustré par le récent livre de Thierry Ardisson, est l'acte de renonciation au trône de France de Philippe V d'Espagne, petit-fils de Louis XIV et ancêtre de



Juan-Carlos 1er et du duc de Cadix, signé en espagnol: «Yo el rey».

Devant les caméras de FR3, pour l'émission «19-20», le

■ *L'acte de renonciation de Philippe V*



comte de Paris s'est déclaré enthousiasmé par une telle exposition. Il a eu d'autre par l'occasion de rappeler à un journaliste qui l'interrogeait cette vérité souvent oubliée, qu'« une bonne connaissance du passé, aide à mieux prévoir l'avenir ».

Yvonne LHURS

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Le sacre de rois - p.3: Echec à Chalandon - Le tollé - p.4: Révo cul dans la France beauf - p.5: Le bolchévisme assagi - Blancs d'Espagne - p.6-7: Misère de la francophonie - p.8: L'Amérique vaincra ! - p.9: Jean Luc Marion: Philosophe et théologien - p.10: L'esprit de prophétie - Jacques Laurent - p.12: L'Europe désenchantée

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nationalité

Échec à Chalandon

Le dimanche 15 mars, dans les rues de Paris, des dizaines de milliers de manifestants ont exigé le retrait du projet Chalandon.

Ce fut une grande et belle manifestation, joyeuse et colorée, qui exprimait, en même temps qu'une idée de la France, sa diversité toujours neuve et son unité profonde.

En tête du cortège, les délégués des deux cents organisations réunies depuis bientôt un an dans un collectif, parmi lesquelles figure, depuis l'origine du mouvement, la Nouvelle Action royaliste. Oppositions et désaccords qui marquent la vie partisane sont laissés de côté, et les distances ordinaires sont abolies. Yvan Aumont retrouve Max Gallo, qu'il a protégé au sortir d'un «Mercredi de la Nar» d'une lamentable agression extrémiste, Maître Jouffa, président de la Ligue des Droits de l'Homme rappelle à Bertrand Renouvin cette loi de 1791 qui stipule que tout enfant né dans le Royaume de France, de parents étrangers, est Français, et notre déléguée échange nombre de propos sur la Monarchie avec Pierre Mauroy, Françoise Fabius et Pierre Juquin...

Après ce «carré de tête» d'une symbolique diversité, c'est le flot des manifestants de tous âges et de toutes origines qui sont venus, parfois de régions lointaines, montrer ce qu'il en est de la France. Pas de haine, pas de violence ouverte ou latente, mais des chants et des danses mêlés aux slogans qui exigent le retrait du projet Chalandon. Organisé de façon exemplaire, le cortège se disperse sans incident. On se retrouvera...

Cette manifestation réussie au-delà de toute espérance n'est en effet qu'un début. Malgré ses manœuvres dilatoires et certaines déclarations apaisantes, le Garde des Sceaux, qui sou-

tient le Premier ministre, n'est pas disposé à abandonner le projet de réforme du code de la nationalité. On sait pourtant que ce projet de loi ne fait pas l'unanimité dans la majorité et que Simone Veil, par exemple, s'est déclarée favorable à l'abandon de ce texte mal conçu et «mal ficelé».

tité nationale et culturelle» - ce qui est une pure hypocrisie. Alain de Benoist n'est pas loin...

Jean-Marie Le Pen non plus, qui fait actuellement campagne sur le thème de la nationalité qui se mérite. Tel est bien l'esprit du projet, qui prévoit une déclaration volontaire devant le juge, une connaissance suffisante de la langue française et autres mesures qui dénotent un esprit de ségrégation et d'exclusion contraire,



Tel est bien le cas. L'exposé des motifs qui introduit le texte est d'une faiblesse insigne. On y explique en particulier que les dispositions actuellement en vigueur découlent de la nécessité de pallier les conséquences démographiques de la guerre de 1914 - comme si notre situation démographique était aujourd'hui redevenue satisfaisante. En outre, le projet est justifié par le souci de «mieux respecter que par le passé les aspirations des diverses communautés étrangères implantées sur notre sol, en vue de garder leur iden-

nous l'avons souvent souligné, à la double tradition monarchique et républicaine de notre pays.

Les mauvaises raisons et les calculs électoraux de MM. Chalandon et Chirac doivent être mis en échec. Après la manifestation du 15 mars, la mobilisation est plus que jamais nécessaire.

Annette DELRANCK

TOUS LES LIVRES
peuvent être fournis par le
service Librairie de la N.A.R.

Sécu

Le tollé

La Sécurité sociale est financièrement malade, c'est un fait. Faut-il, pour y remédier, porter atteinte au principe d'égalité ? Le dimanche 22 mars, deux cents mille personnes ont répondu par la négative. C'est un succès pour la CGT, qui n'avait pas réussi depuis longtemps une mobilisation aussi massive. C'est surtout un avertissement pour M. Seguin: en décidant de réduire le remboursement de médicaments dits «de confort», le ministre des Affaires sociales a provoqué un tollé tout à fait justifié.

Certes, le déficit de la Sécurité sociale tient à des causes profondes diverses (crise économique et chômage, vieillissement de la population, mais aussi élévation du niveau culturel...) et il convient de le réduire. Mais faut-il pour cela faire supporter l'effort par les seuls malades ? Ce ne sont pas seulement les patients qui sont responsables de l'augmentation des charges, mais aussi certains médecins, des biologistes, des pharmaciens, des radiologues... L'effort devrait tout particulièrement porter sur la gestion hospitalière, qui représente une part très importante des dépenses (mais le secteur hospitalier public est si complexe et hérissé de susceptibilités et de privilèges qu'il est difficilement réformable). Plus généralement une réflexion sur l'acte médical ne pourra être évitée.

Or affirmer la nécessité d'une politique de rigueur et d'équité provoquerait immédiatement le mécontentement bruyant de professions qui composent une part notable de la clientèle électorale du gouvernement. Quant à passer à des mesures concrètes de justice, à court terme... Il ne faudrait tout de même pas oublier que Jacques Chirac a plus que jamais besoin de faire le plein de ses voix. ■

Censure

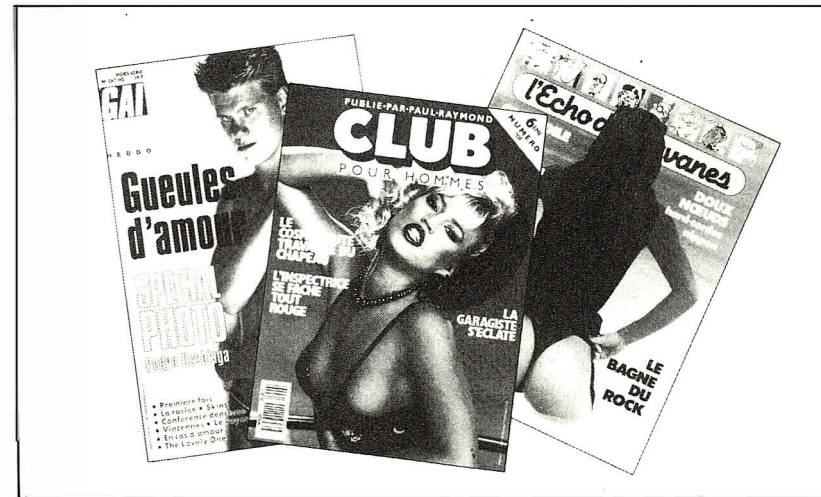
Revo cul dans la France beauf ?

A l'exception notable de M. Le Pen, le ministre de l'Intérieur s'est mis tout le monde à dos en menaçant d'interdiction certains journaux. Encore un coup pour rien.

Mystère de l'Occident et de sa conception de l'obscénité. Pourquoi la nudité des corps a-t-elle si longtemps été un objet de réprobation, alors que le spectacle de la mort donnée et reçue est considérée comme un divertissement ? Pourquoi en-mène-t-on les enfants voir les héros américains massacrer des bataillons de Jaunes, alors que l'image d'une femme plus ou moins nue sur une couverture glacée est ressentie comme dégradante et dangereuse ?

A ces questions naïves, philosophes et sociologues ont répondu en faisant valoir que la nudité ainsi montrée annonçait aussi sûrement la mort que sa mise en scène - bien que d'une autre manière. Ainsi Jean Baudrillard souligne que la pornographie suscite moins le désir sexuel que celui d'un réalisme sans limites. En montrant « toujours plus », il s'agit de détruire le secret des apparences au profit de l'infrastructure matérielle, du concret, du mécanique. Dans cette perspective, le porno cinématogra-

phique ne serait qu'un signe - parmi d'autres - d'une obscénité galopante qui exprimerait la « condition naturelle » de notre culture. Celle-ci serait fondée sur un désir de réel qui, lorsqu'il sera réalisé, signifiera la mort.



phique ne serait qu'un signe - parmi d'autres - d'une obscénité galopante qui exprimerait la « condition naturelle » de notre culture. Celle-ci serait fondée sur un désir de réel qui, lorsqu'il sera réalisé, signifiera la mort.

Charles Pasqua devrait lire, chaque soir, quelques pages de Baudrillard. Il comprendrait la vanité de son combat morali-

lui faut interdire toutes les revues un peu déshabillées, nombre d'émissions de télévision, rendre obligatoire le maillot de bain 1900 et le costume Mao. Mais il faudrait aussi proscrire les films de guerre et toutes sortes d'images violentes - y compris celle de M. Pasqua.

On devine que ces interdits seraient immédiatement trans-

gressés. Point d'autre attitude concevable que de laisser exister ce qui est, en réservant la question de savoir s'il s'agit d'un heureux mouvement de libération ou d'une volonté mortelle de réalisme. La nudité de masse est un phénomène en voie de banalisation qui, loin de susciter les « mauvais instincts », provoque l'atténuation du désir. Exactement comme l'omniprésence du spectacle de la mort sur les écrans, loin d'avoir provoqué, comme on pouvait le craindre, une recrudescence de la violence, coïncide avec le tabou de la mort dans les sociétés les plus modernes.

En menaçant la presse « libérée », M. Pasqua a donc probablement marqué une nouvelle fois des points contre son propre camp et ses propres valeurs. D'une part il a rendu plus suspect que jamais le libéralisme dont se targue la majorité. D'autre part il prendrait le risque, s'il pouvait persévérer, de réveiller les désirs qu'il veut réprimer.

Reste la question posée par Baudrillard, et la révolution culturelle qu'elle pourrait faire souhaiter. On doute que M. Pasqua choisisse cette voie.

Yves LANDEVENNEC

**La médaille
officielle du
Millénaire**

éditée par

**Monnaie de Paris
Créateur de Trésors**

depuis 1585



Pour commémorer le millénaire capétien, la Monnaie de Paris édite une médaille signée F. Maillart. D'un module de 81mm, son tirage est limité à 1000 exemplaires.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM:

Adresse:

commande la médaille du millénaire

☐ en bronze (franco 250 F)

☐ en bronze argenté (franco 390 F)

Règlement à l'ordre de « Royaliste »

Mémoire

«Le bolchevisme assagi»

Sans attendre le soixante-dixième anniversaire de la révolution russe, les journaux du monde entier - Gorbatchev oblige - s'interrogent sur le passé, le présent et l'avenir du système soviétique.

Et comme aux premières années, on s'accorde à reconnaître à la fois sa faillite et sa pérennité. Redoutable contradiction que nos prédécesseurs des années vingt eurent à expliquer. Deux de leurs réponses paraissent pouvoir être retenues pour la période actuelle. La première est géographique: «*tout calcul politique, quand il s'agit de la Russie, doit être fondé sur la notion de distance*». L'Union Soviétique est un pays immense où coexistent des peuples très différents, ce qui explique sans doute la faillite d'un système de planification centralisé mais possède également la vertu de ménager suffisamment d'espace, je n'ose écrire de liberté, mais à tout le moins d'autonomie, des interstices où se perdent aussi des révoltes, bref des trous qui empêchent le totalitarisme d'aller aux conséquences ultimes plus aisément atteintes sur une superficie plus ramassée.

La seconde explication est d'ordre social: «*Une nouvelle classe moyenne se serait formée à l'intérieur du bolchevisme. Toute révolution n'est qu'un déplacement de fortunes. De nouveaux riches ou presque riches se sont formés à l'intérieur du bolchevisme, occupent des places dans la bureaucratie rouge et commencent à supporter mal le régime communiste dont ils sont issus. Ils aspirent à un autre ordre de choses tiré et déduit comme eux-mêmes de l'organisation bolchevique. S'il en est ainsi, et nous répétons que c'est une vue acceptable, le bolchevisme durerait en se transformant. Les idées et l'esprit qui ont présidé à sa naissance ne se transformeraient que dans la même mesure*



■ L'historien royaliste Jacques Bainville: des analyses prophétiques

que lui. Les nouvelles classes moyennes qui s'empareraient un jour du pouvoir et le pétriraient à leur image auraient une idéologie et des traditions bolchevistes». Et d'ajouter: «*Elle les porteraient en politique étrangère*».

Si le système soviétique a duré, n'est-ce pas en effet qu'il a su se renouveler à plusieurs reprises? La victoire de Staline sur Trotsky ne fut-elle pas saluée comme celle des pragmatistes sur les doctrinaires? Pour rebondir à chaque fois plus haut dans la politique internationale.

Yves LA MARCK

N.B. Cette longue citation est tirée d'un article du 19 mars 1921, d'autres vues d'articles consacrés au dixième anniversaire de l'URSS en 1927, le titre lui-même du 28 février 1920! Tous signés Jacques Bainville, à «L'Action Française». Bainville qui lisait et comprenait le russe, avait été envoyé en mission quatre mois en Russie en 1916.

Blancs d'Espagne

Une prise de position de Jacques Chirac

Le duc de Cadix, cousin du roi d'Espagne, connaît en ce moment bien des déboires et, à ce sujet, la lecture de la presse espagnole est fort instructive.

Les démêlés du duc de Cadix avec la presse espagnole ont connu ces derniers mois de spectaculaires rebondissements. L'hebdomadaire *Tiempo* y consacre sa couverture du 16 février sous le titre: «Don Alfonso détrôné - Ils le mettent à la porte du Comité olympique - Les monarchistes espagnols le répudient - Il perd sa bataille dynastique en France». Nous donnons dans le dernier numéro du *Lys Rouge* la traduction intégrale de cet article (1).

Mais le plus intéressant de ce numéro de *Tiempo* est sans doute la publication d'un texte de Jacques Chirac que le *Diario* avait déjà cité le 16 janvier dernier. Il s'agirait d'une réponse que le maire de Paris aurait adressée à un responsable «légitimiste» qui lui demandait d'associer le duc de Cadix aux cérémonies prévues pour le millénaire.

Voici ce texte: «*Cette commémoration ne peut avoir qu'un caractère national, c'est à dire français. Or la maison d'Orléans est la seule à être restée française. Les descendants de Philippe V, roi d'Espagne, sont soit Espagnols, soit Italiens (Bourbon-Sicile et Bourbon-Parme). Il est vrai que de nombreux Bourbon-Parme sont maintenant Français, mais leurs prétentions dynastiques n'en sont pas plus solides.*

Je ne vois pas comment on peut associer à un événement national français les représentants d'une famille qui a renoncé à tous ses droits en France en vertu du traité d'Utrecht.

Il me paraît impensable que des Princes étrangers soient

associés à une manifestation nationale française, alors que depuis trois siècles leur famille a rompu tous ses liens avec la France. On peut ne pas avoir de sympathie pour les Orléans, mais leurs droits à la couronne de France, n'en déplaît aux Facultés de Droit, sont infiniment plus solides que ceux des Bourbons d'Espagne.

Associer le duc de Cadix à cette affaire serait impensable sans demander l'avis du roi d'Espagne. La vérité c'est que le duc de Cadix, issu d'un mariage morganatique, fils d'un père qui avait renoncé à tous ses droits et dont il ne porte même pas le titre puisque le titre qu'il porte lui a été donné par Franco, essaie par tous les moyens de se faire reconnaître une position à laquelle il n'a pas droit. Le fait qu'il prétende porter le titre de duc d'Anjou, contrairement à la volonté manifestée par Louis XIV et Louis XV de retirer leur titres français aux Bourbons d'Espagne est tout à fait significatif. Quel intérêt y aurait-il à l'associer à cette manifestation en méconnaissant très vraisemblablement le Roi d'Espagne?»

On ne peut que se féliciter de la fermeté de cette prise de position de Jacques Chirac et souhaiter qu'elle soit entendue de tous les organisateurs des cérémonies prévues pour le millénaire.

Yvan AUMONT

(1) *Lys Rouge* numéro 34. Prix du numéro: 20 F. Mais il est encore mieux de s'y abonner: un an (4 numéros) 50 F. Vous ne le regretterez pas!

Misère de la francophonie

Royaliste: Dans quelles conditions avez-vous quitté le Commissariat général de la langue française ?

Philippe de Saint-Robert: Comme vous le savez, je n'ai pas quitté le Commissariat général, c'est lui qui m'a quitté. De même que je n'avais pas demandé à occuper cette fonction, je n'ai pas demandé à l'abandonner, et ce départ forcé a provoqué en moi une amertume certaine. Dès le mois d'avril 86, il était évident que la création d'un secrétariat d'Etat à la Francophonie, aux missions mal définies, au budget et aux services inexistantes, allait entraîner, avec le Commissariat général, des problèmes qui apparaissaient dès alors comme insolubles. Sauf, bien entendu, s'il avait été possible de travailler entre gens de bonne compagnie et uniquement soucieux de l'intérêt de l'Etat et du bien public. Ce n'était malheureusement pas le cas.

Royaliste: Mais pourquoi a-t-on créé un secrétariat d'Etat à la Francophonie en mars dernier ?

P.S.R.: Je veux tout d'abord rappeler que M. Chirac s'était réjoui de ma nomination tout en soulignant que je n'aurais pas les moyens de ma politique - ce qui laissait supposer que lui me les donnerait. C'est d'ailleurs ce qu'il avait confirmé par une lettre du 17 mars 1986, dans laquelle il me promettait un renforcement des moyens du Commissariat général. Cette lettre, dont la presse s'est fait l'écho, montrait d'ailleurs que la création d'un secrétariat d'Etat n'était manifestement pas prévue à cette date, et que la décision fut prise de manière irréfutable. Je ne veux pas trop accabler Mme Michaux-Chevry. Je crois qu'elle a été elle-même victime d'un certain nombre de provocations dont elle n'était pas capable d'apprécier la na-



ture et les arrière-pensées. Elle a débarqué à Paris alors que le gouvernement était formé depuis plus de huit jours. La première personne qu'elle a rencontré n'était pas le Commissaire général mais un concurrent malheureux, le député Xavier Deniau, qui avait fait campagne pour la création de ce secrétariat d'Etat dont il espérait être, lui, le titulaire. Cela dans une perspective d'ailleurs très contestable, puisqu'il souhaitait que le secrétariat d'Etat à la Francophonie soit rattaché au ministère de la Coopération, ce qui prouve que la mentalité des anciens administrateurs de la France d'Outre-Mer n'a pas beaucoup évolué avec le temps et qu'ils continuent de considérer que la francophonie, mère

du tourisme, demeure la fille du colonialisme.

Bref, la première démarche provocatrice a été accomplie par M. Xavier Deniau qui, dépit de ne pas être lui-même secrétaire d'Etat, a suggéré à Mme Michaux-Chevry de prendre auprès d'elle un fonctionnaire dont - ils le savaient très bien, l'un et l'autre - j'avais dû me séparer - pour des raisons qui n'avaient rien de politiques, mais à cause de son goût de l'intrigue et de son incompétence notoire. C'était déjà choisir la voie de la petite guerre. Mme Michaux-Chevry a ensuite constitué un cabinet, sans me consulter davantage, avec des gens tirés des derniers placards de l'Hôtel de Ville, car les meilleurs éléments avaient été appelés dans les principaux

Dans notre dernier numéro nous avons annoncé le départ de Philippe de Saint Robert du Commissariat général de la langue française. L'ancien Commissaire général nous explique ici les raisons profondes de ce gâchis. Les erreurs du gouvernement Chirac, les magouilles politiciennes, l'action de personnages contestables ont réussi, en moins d'un an, à compromettre gravement l'œuvre entreprise. Est-il encore possible de redresser la barre ? Il faudrait pour cela une véritable volonté politique.

ministères. Ces gens étaient notoirement incompetents, ce qui n'est pas scandaleux puisque les cabinets ministériels sont souvent composés de fonctionnaires polyvalents, mais en général ceux-ci prennent le temps de se mettre au courant des affaires.

Telle ne fut pas la préoccupation des membres du cabinet de Mme Michaux-Chevry. Surtout, ils auraient dû être sensibles au fait que, si le Président de la République avait tenu à nommer un homme aussi en dehors du jeu politique que moi, c'était pour montrer que le domaine de la francophonie devait rester en dehors de la politique ordinaire. Ce point essentiel n'a pas été pris en considération. Très vite, je me suis aperçu que je n'avais pas d'interlocuteurs et que ceux que j'aurais dû avoir ne voulaient pas connaître ce que l'administration en place (qui existait depuis plus de vingt ans, puisque le Commissariat a succédé au Haut Comité de la langue française) avait fait et avait à faire.

On n'a jamais vu d'autre part le cabinet d'un secrétaire d'Etat se développer de manière aussi cancéreuse puisque celui de Mme Michaux-Chevry en est à revendiquer 22 chargés de mission ou conseillers techniques. Dans le dernier volume de ses Lettres, notes et carnets, on voit le général de Gaulle rappeler à Georges Pompidou, dans une note du 3 février 1966, que la composition des cabinets ministériels doit « répondre strictement au décret du 28 juillet 1948 », lequel fixe cette composition à six pour un secrétaire d'Etat... Le Général précisait en outre que si un membre du gouvernement peut disposer d'un cabinet, il doit néanmoins « traiter directement avec les chefs responsables des services les affaires de son ressort », et ajoutait « L'importance, comme la composition du cabinet, doivent être déterminées en conséquence ». Cette règle est tout à fait fondamentale si l'on ne veut pas aboutir à une destruction totale du fonctionnement de l'administration. Or c'est malheureusement la voie inverse que prennent les différents ministères. On voit partout de plus en plus les membres des cabinets - y compris celui du Premier Ministre - mettre en cause l'autorité des hauts fonctionnaires responsables des divers services en

faisant directement appel à tel ou tel de leurs collaborateurs. Cela est d'autant plus regrettable que ces hauts fonctionnaires connaissent les affaires, représentent la permanence de l'Etat et en sont la mémoire.

Royaliste: Dès lors, quelles ont été les relations entre votre Commissariat et le secrétariat d'Etat à la Francophonie ?

P.S.R.: J'ai vécu cela à deux niveaux: par les interférences continues du cabinet de Mme Michaux-Chevry dans la bonne marche administrative du Commissariat général, et aussi par les interventions du cabinet du Premier ministre lui-même, appelé à la rescousse par le cabinet du secrétaire d'Etat et allant dans le même sens que lui. Si bien que, service investi d'une mission avec des moyens clairement délimités par le décret du 9 février 1984, nous nous sommes vus très rapidement dans l'impossibilité d'exercer la tâche qui nous était confiée.

Une politique de destruction systématique du travail du Commissariat de la langue française

Royaliste: Y avait-il cependant des raisons techniques qui justifiaient la création d'un tel secrétariat ?

P.S.R.: Comme je l'avais craints, ces raisons étaient strictement politiques. Mme Michaux-Chevry s'est vue confier un portefeuille qui ne comportait ni services ni budget. C'était une erreur du Premier Ministre, ou de son entourage immédiat, que de créer ainsi un portefeuille qui n'avait pas les moyens d'exercer des attributions qui n'étaient d'ailleurs pas clairement définies. En outre, ce Secrétariat d'Etat, dans la mesure où il se justifiait, aurait dû être placé auprès du ministre des Affaires étrangères puisque la francophonie concerne au premier chef les pays qui ont en commun l'usage de la langue française. Il eut été naturel qu'en prévision du deuxième sommet des pays francophones, on créât une petite structure ministérielle auprès des Affaires étrangères, afin de suivre ce dossier. Or Mme Michaux-Chevry a été placée directement auprès du Premier ministre, avec lequel elle se vante d'avoir

des liens tout à fait particuliers. Ce qui ne pouvait manquer de créer une confusion entre ce Secrétariat d'Etat et le Commissariat général de la langue française qui, lui, est tout naturellement rattaché à Matignon.

Royaliste: On a en effet très vite parlé de conflits violents.

P.S.R.: Oui. Je passe sur certains comportements et sur certains gestes sans précédents d'un ministre à l'égard d'un haut fonctionnaire: je compte saisir la juridiction administrative. Mais, surtout, il y a eu une remise en cause immédiate de tous les engagements budgétaires du Commissariat général, qui nous avaient permis d'engager deux grandes actions: - l'une était la création d'un centre de terminologie, qui était lui-même lié par des accords internationaux au réseau de néologie que nous sommes en train de constituer avec le Bureau des traductions d'Ottawa et l'Office de la langue française du Québec. Ce centre

toute ma vie, je n'ai subi une campagne aussi haineuse, contre ma personne et contre des actions qui avaient pourtant reçu l'aval de tous.

C'est un fait que l'entourage de Mme Michaux-Chevry a multiplié les provocations et cherché par tous les moyens à m'opposer au Premier ministre. Ainsi son directeur de cabinet s'est rapidement pris pour le ministre, puisque Mme Michaux-Chevry n'était jamais là, ne recevait personne, ne répondait pas aux lettres et s'intéressait de toute évidence fort peu à sa tâche. Ce personnage étonnant, qui avait remplacé dans son bureau le portrait du Président de la République par celui du Pape, n'a pas eu un comportement digne de sa fonction ni de ses apparentes convictions. Quand on se réclame des principes d'autorité, qui sont en théorie ceux de la droite, on ne donne pas l'exemple de l'indiscipline, on ne la crée pas dans les services, on ne récompense pas ceux qui commettent de petites trahisons quotidiennes - toutes attitudes qui sont parfaitement délétères sur le plan de fonctionnement d'une administration déjà fragilisée.

Royaliste: Quels étaient les motifs de ce haut personnage ?

P.S.R.: L'ambition du directeur de cabinet de Mme Michaux-Chevry était d'aboutir à la suppression du Commissariat général de la langue française. Or il est insensé qu'un secrétariat d'Etat et son cabinet se développent au point de détruire une administration, toujours symbole de la continuité, c'est-à-dire une action passée, une mémoire, mais aussi un avenir. En effet, dès que ce secrétariat d'Etat disparaîtra, ou ira ailleurs, il n'y aura plus de service de la langue française auprès du Premier ministre, tellement il aura été réduit à quelques fonctionnaires de troisième catégorie jouant les administrateurs du néant. Il s'agit donc là d'une atteinte à l'autorité de l'Etat, d'un déni d'autorité et de compétence, pour des raisons d'ambition personnelle dans lesquelles je ne veux pas entrer. Il est sûr que le bien public ne pèse pas lourd dans ces démarches, et on risque bientôt de s'apercevoir qu'on s'est moqué de tout le monde, en créant la façade dé-

(suite p. 8)

risoire d'un demi-ministère sans dessein, sans moyens et ne laissant rien après soi.

Royaliste: Le pire est-il toujours certain ?

P.S.R.: J'ai offert à plusieurs reprises de me retirer, avant qu'on ne me congédie, en pensant que j'étais l'obstacle à la normalisation, comme on dit en Union soviétique. Mais j'avais beaucoup insisté pour que l'on ne cède pas sur l'existence du Commissariat général. Le Premier ministre a donc eu la bonne idée de proposer à Bernard Billaud, son ancien directeur de cabinet à la mairie de Paris, le poste qui était le mien. Bernard Billaud est en effet un véritable fonctionnaire, mais c'est aussi un homme de grande culture. Il présente donc toutes les qualités pour être un excellent Commissaire général. De fait sa nomination avait été publiquement annoncée par M. Chirac lors du déjeuner donné à Matignon pour la remise du prix Pompidou, mais de la velléité à l'acte, quels méandres ! Enfin, c'est fait ! De toute évidence, le cabinet de Mme Michaux-Chevry, ou son suffisant directeur, ne supportait pas l'idée même qu'il y eut un nouveau Commissaire général, soupçonné d'être une « trop forte personnalité ». Cela montre l'estime où l'on y tient la tâche qui m'était confiée et ramène à ses vraies dimensions la querelle qui me fut faite: ce n'était plus Philippe de Saint Robert qui était en cause, mais l'ombre qu'il leur faisait, et qu'apparemment tout leur fait. La désignation d'un successeur digne de ce nom au poste que j'occupais était cependant urgente, car nous sommes à six mois du prochain sommet de Québec, où nous risquons de nous présenter les mains vides. Ce n'était vraiment pas la peine d'annoncer il y a trois ans que les socialistes ne me donneraient pas les moyens de ma politique ! Il est vrai que ce gouvernement, en signant le bétonnage de deux mille hectares des meilleures terres de l'Île de France pour y construire un parc américain, vient de montrer où se place pour lui la vraie culture et comment il compte assurer le rayonnement de notre langue et de son expression. Là-dessus, d'ailleurs, le consensus semble parfait.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

Fantasma

L'Amérique vaincra !

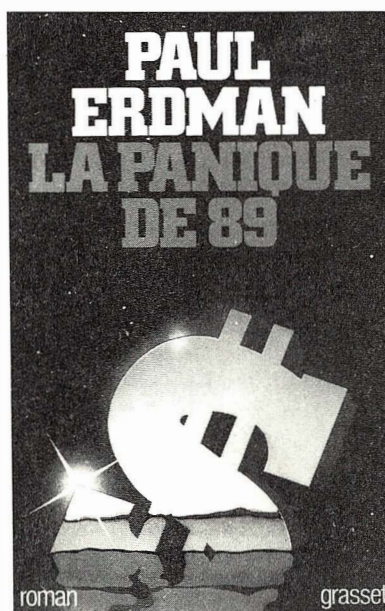
Apparemment, le roman de Paul Erdman arrive à point nommé, puisqu'il porte sur la crise financière qui menace les économies occidentales.

Voici un livre (1) appelé à connaître, en France, un succès analogue à celui qu'il a eu dans le vaste monde. Plusieurs millions d'exemplaires de *La panique de 89* ont déjà été vendus et l'auteur semble présenter toutes les garanties de sérieux. Comme nous en prévient l'éditeur, cet « économiste et financier de formation » est en effet devenu « un banquier réputé dans le monde des affaires ».

Paul Erdman est en outre un homme de communication avisé. Plutôt que d'infliger à ses lecteurs un traité théorique de finance internationale, il a choisi la forme plus attrayante du roman de politique-fiction pour exposer et faire partager ses craintes quant à l'équilibre des économies occidentales.

Le sujet est effectivement d'une pleine et angoissante actualité. Nul ne peut ignorer que le monde capitaliste est devenu un gigantesque casino, que le divorce entre l'industrie et la finance va s'aggravant, que la pyramide de crédits sur laquelle repose l'ensemble du système financier crée une situation des plus dangereuse...

Voici, se dit-on, un homme qui va nous expliquer clairement la situation et examiner, grâce à un scénario précis, les dangers qui nous menacent. De fait l'auteur s'y connaît - et même tellement bien qu'il ne prend pas la peine, ou trop tardivement, d'expliquer les termes techniques qu'il emploie. De fait, il y a bien un scénario de crise financière internationale, avec des personnages typés - experts, banquiers, jolies journalistes, spéculateurs en tous genres. Mais on s'aperçoit très vite qu'il y a tromperie sur la marchandise. C'est moins la



probable crise financière endogène qui est décrite, qu'une gigantesque et perverse conjuration qui viserait les Etats-Unis.

Car tout le monde leur en veut, à ces pauvres Américains. D'abord les Latinos, au premier rang desquels figurent deux Vénézuéliens qui puent la mauvaise eau de Cologne, mais

aussi les Soviétiques, les terroristes arabes, les Suisses qui jalourent la puissance financière des Etats-Unis, et même les Autrichiens, individus « paresseux » et connus pour jouer le double jeu. Tous ces salauds vont se liguer pour mettre les Etats-Unis à genoux, en commençant par la Bank of America... Chantage, espionnage, tentative d'assassinat, manipulation d'une émouvante iranienne, tout sera employé pour atteindre cet abominable objectif.

Heureusement, il y a de bons banquiers et de bons experts américains. Dirigés par un cowboy financier qui est à la fois intelligent, riche, sympathique et séduisant, ils finiront par sauver la vertueuse Amérique, qui protège le monde libre et s'étonne que celui-ci lui en veuille tant.

Le livre de Paul Erdman est celui du mépris doucereux et de l'impérialisme outrancier. Il donne moins à connaître les véritables périls financiers que le délire obsidional de certains Américains murés dans leur inaltérable bonne conscience.

Sylvie FERNOY

(1) *La panique de 89*. Grasset 1987, prix franco: 108 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: _____
Prénom: _____
Date de naissance : _____ Profession : _____
Adresse: _____

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Jean-Luc Marion :

Le philosophe et le théologien

Gérard Leclerc



« **D**escartes inutile et incertain ». Qui ne se souvient de cette formule assassine de Pascal, mais qui soupçonne réellement l'enjeu du débat des deux grands penseurs ? Il faut lire Jean-Luc Marion pour comprendre qu'il ne s'agit nullement d'un caillou isolé dans le champ de l'apologétique des Pensées, mais l'indice d'un à bras le corps avec une œuvre que Pascal a non seulement lue, intégrée, mais à laquelle il a aussi largement adhéré. Le chapitre passionnant qui achève le troisième ouvrage que Marion a consacré à Descartes donne toutes les clés de cette confrontation au terme de laquelle *« Descartes et Pascal révèlent ou tracent les limites entre métaphysique et théologie, pour autant qu'ils les soutiennent, mais aussi les dépassent et transgressent »*. Nous nous trouvons ainsi, à partir des questions typiquement cartésiennes comme la liberté de l'ego et l'infinité de Dieu, au foyer même de l'œuvre de Jean-Luc Marion où la critique par Martin Heidegger de la métaphysique occidentale constitue le stimulant d'une philosophie qui ne renonce pas à sa tâche tout en étant sans cesse appelée à la théologie, pour aller au bout de sa recherche.

On ne s'étonne pas de l'intime connivence entre la patiente investigation du corpus cartésien qu'achève cette étude *« sur le prisme métaphysique de Descartes »* et un autre ouvrage qui suit de près sa parution, intitulé *« prolégomènes à la charité »*. Jean-Luc Marion y montre avec virtuosité et profondeur sa manière à lui de dépasser la métaphysique. Ce n'est pas, on le sait, les voies de Nietzsche (*« inverser le platonisme »*), et Derrida (*« déconstruire le sens »*) qu'il reprend mais plutôt celle que lui indique Pascal en précurseur. Il procèdera donc par la destitution qui *« passe à travers la métaphysique et en surpasse les limites (qu'ainsi elle discerne mieux que la métaphysique elle-même) parce qu'elle passe à une autre instance que la métaphysique, qu'elle n'a donc nul besoin de combattre »*.

DESTITUER LA METAPHYSIQUE

Cette voie de destitution passe donc par la métaphysique, comme Pascal est passé par Descartes et comme Jean-Luc Marion passe volontiers par la phénoménologie. Aucune récusation de la raison par principe. En dépit d'une tenace accusation, l'auteur des Pensées n'était nullement fidéiste. Ce préalable est important. Après tout, il n'est pas si rare de trouver des contempteurs de la rationalité qui jettent au rebut la philosophie universelle au profit d'un fondamentalisme biblique ou d'une doctrine du salut réduite à sa plus simple expression. Toute l'histoire de l'Eglise s'insurge contre une telle attitude, même si les spiritualités les plus diverses - et parmi elles les plus dépouillées - y coexistent. L'homme de pensée qui veut mettre l'intelligence au service de la foi a toujours été encouragé. La question est de savoir comment il peut y parvenir aujourd'hui, en pleine crise de la métaphysique.

Les six études de *« prolégomènes à la charité »* nous font parcourir justement les itinéraires de cette voie de destitution qui trouve en Pascal son initiateur. L'objection pascalienne à la métaphysique cartésienne est toute contenue dans la question des ordres. La démarche rationnelle - légitime dans son ordre à elle, celui des esprits - est inadéquate dès lors qu'elle veut atteindre Dieu lui-même, parce que son ordre est celui de la charité. D'où, pour Jean-Luc Marion, la définition précise de sa tâche: *« A quelles conditions, souvent critiques et négatives, la*

charité peut-elle apparaître dans notre pensée qui, au meilleur cas, l'omet, plus souvent la refuse ? Ces conditions de possibilité et d'impossibilité doivent se conquérir aussi bien sur le terrain périlleux de la théologie que dans le territoire mouvant de la philosophie; on ne s'étonnera donc pas que la phénoménologie voisine ici avec la christologie, car il se pourrait que le retour même à la chose en question l'exige... »

LE MODELE APOLOGETIQUE

Le mal, la liberté... Quelle philosophie a pu faire l'impasse sur ces deux énigmes majeures de l'existence ? Les deux premières études permettait justement à leur propos de saisir comment le dépassement de l'analyse phénoménologique la plus fine par le passage à la théologie et donc à la charité est seul adéquat à leur signification ultime. Pas de compréhension du mal sans accès au mystère d'iniquité, pas de compréhension de la liberté dans une preuve illusoire: *« La liberté ne se fonde pas en raison, parce qu'elle ne se fonde simplement pas, ni n'a à se fonder. La liberté se fait sans se fonder, car si elle se fondait avant de se faire, justement elle n'aurait plus à se faire, ni ne le pourrait plus »*. D'où la question ultime de cette liberté au-delà de toutes les raisons: *« de quelle gloire l'homme, libre d'être libre, porte-t-il l'éclat anonyme ? »*

De ce passage de la phénoménologie à la théologie, tantôt discret, tantôt plus affirmé, l'étude consacrée au statut de l'apologétique chrétienne permet d'approcher la nature complexe. Dans le débat contemporain où un courant dominant dénie toute légitimité à une argumentation rationnelle en faveur de la foi, Jean-Luc Marion prend résolument position. Pour lui, le refus d'argumenter signifie manque d'assurance dans la foi. Il y a donc place pour une démarche de l'intelligence: *« Il ne s'agirait plus de viser (l'a-t-on jamais fait d'ailleurs ?) à une machine d'argumentations, qui prétendrait, comme une propagande bien faite, forcer l'intime conviction à force de raisons (...) mais de viser l'expansion externe de ce qui travaille, soulève et suscite la dogmatique du fond d'elle-même... »*

A cette apologétique, il ne sera pas possible de convaincre par un système de raisons absolument contraignant. Mais il s'agit de tout autre chose: convaincre, c'est-à-dire s'adresser à la volonté. Curieuse situation: l'apologétique ne devient possible comme telle qu'en admettant l'impossibilité d'un succès nécessaire. Mais cette impossibilité résulte du passage à l'ordre pascalien supérieur. D'où l'argument mal compris généralement du pari, qui consiste à faire jouer pleinement la liberté. Si Dieu opte pour *« la présence d'un Dieu qui se cache »*, c'est bien pour permettre la libre adhésion à son amour. Faire que l'amour ouvre les yeux, telle est en dernier ressort la tâche de l'apologète. C'est pourquoi elle doit céder au fur et à mesure de sa progression au face à face du catéchumène avec le Credo.

D'une certaine façon, l'apologétique peut servir de modèle à la raison et à la métaphysique qui, à un certain degré, ne peuvent plus progresser dans la quête de la vérité, sauf à enchaîner cette vérité dans un statut d'idole, aussi impropre à notre liberté qu'à la mesure infinie de l'Amour.

Gérard LECLERC

Jean-Luc Marion, *Sur le prisme métaphysique de Descartes*, Epithémée-PUF, prix franco: 290 F - *Prolégomènes à la Charité*, Esais - Editions de la Différence, prix franco: 79 F.

Pessimisme

L'esprit de prophétie

«**I**ls ont déchiré Son image», ce court récit du regretté Michel Bernanos évoque dans notre esprit, par une filiation mystérieuse qui est la marque d'un style et d'une pensée, son roman plus dense, «*La montagne morte de la vie*». Dans l'un et l'autre de ces écrits, l'homme se voit vaincu, annihilé, par les éléments les plus grossiers de la Création. Mais, tandis que dans «*La montagne...*» l'homme sera changé en minéral au terme d'une quête vers on ne sait quel terrible secret, ici, c'est le végétal qui rejoindra l'homme pour l'anéantir.

Il y avait dans «*La montagne...*» une sorte de gratuité dans la cruauté. «*Ils ont déchiré*

Récit fantastique ? Conte métaphysique ? Exercice littéraire ? Tout cela, sans doute. Mais laissons-nous d'abord saisir par la beauté du texte.

Son image» établit la claire culpabilité de l'homme. Celui-ci a fait de la vie et de la mort un grand jeu, dont il s'est proclamé le seul ordonnateur. Sa jouissance est devenue sa fin, et il ne reconnaît rien d'autre en ce monde. Que le grand maître de cette folie soit titré Marquis n'est sans doute pas un hasard. Cette fête de sperme et de sang, c'est le triomphe de Sade devant lequel le Diable lui-même ne peut que se taire. Le Diable sait ce que l'homme ne sait pas ou dont il se moque. Et c'est avec soulagement, au seuil de la compassion, qu'il verra le



monde végétal, force vitale essentielle, détruire l'humanité. Cette humanité qui, selon l'aveu ultime de Dieu, n'était qu'une erreur du Peintre.

Pessimisme noir, absolu, irrémédiable; il hante toute l'œuvre de Michel Bernanos sans autre exutoire qu'un style flamboyant qui donne à ses récits la trouble volupté des plus terrifiants cauchemars. Dieu va se lasser de Sa pitié: Michel Bernanos est le Jérémie de notre temps.

Patrick PIERRAN

Michel Bernanos, «*Ils ont déchiré Son image*», Librairie Bleue, 69 pages, 2 rue Michelet - 10000 Troyes.

«*La montagne morte de la vie*», La Table Ronde (1974).

Serpent à plume

Jacques Laurent

Cecil Saint-Laurent de «*Caroline chérie*», des polards et des dessous féminins - et Jacques Laurent dans tout cela ? Le lecteur est-il encore surpris de découvrir qu'une grande œuvre, déjà distinguée par le prix Goncourt pour «*Les Bêtises*», vient d'entrer à l'Académie Française ?

«**J'**étais né à une époque qui n'a pas secrété une génération particulière», lit-on dans *Histoire égoïste*. Dans ses romans comme dans ses essais, Laurent va essayer de suppléer à cette déficience de la nature. Ecrire devient un moyen de se créer soi-même. Complexité des fantasmes contradictoires, monde intérieur deltaïque, cinquantaine au goût de mort, c'est dans l'agencement de toutes ces hantises que Laurent va se

bâtir. Mais dans un surcroît de verve. Ne pas céder au «culte hégélien du fait», mais trouver dans l'effort la preuve de sa propre existence, savoir «qu'à tout instant de notre vie l'instant qui va suivre est suspendu devant nous comme une révélation même si nous savons à quoi nous l'emploierons, même si notre projet s'exécute exactement» (1). C'est dans cette liberté créatrice, dans cette jubilation devant les situations et le langage, que va s'opérer la tru-

culente transmutation d'une vie en œuvre.

Pas de culte du fait: le goût pour les causes perdues, les synthèses délicates, sera le fait du Laurent politique. Tenter en 44, de mettre le Maréchal Pétain à la tête d'un maquis, être Algérie française par ouverture sur d'autres cultures et fidélité aux copains arabes de la Libération; rester maurrassien mais ne plus croire à la monarchie et lorgner dans le sens européen... Laurent finira par porter tous les deuils de l'homme de droite moyen. Une droite, en fait, purement esthétique: on y trouve Bernanos en raison de sa «liberté de mouvement»; «il y avait au contraire une manière

jacobine dans l'engagement acharné de Maurras». Laurent anar de droite ? Cela sent trop le blouson du flic expéditif ou la bedaine du chef populiste. Mieux vaut croire encore à l'intelligence même si elle est rare, même si les réactions les plus élémentaires, comme Mai 68, échouent faute d'avoir trouvé leur Maurras (2). Taxer Laurent de cacophonie serait trop simple, ses paradoxes montrent, eux aussi, que la scène est vide et qu'il faut chercher autre chose.

Norbert COL

(1) cf. *Histoire Égoïste*, Ed. de la Table Ronde - Folio.

(2) Voir l'entretien donné à la Nouvelle Action Française hebdo, n°36.

Samizdat

Agenda

Vous connaissez ?

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 1er Avril - Co-auteur d'un essai remarqué sur «La pensée 68» Luc FERRY qui anime le Collège de Philosophie, récidive aujourd'hui en publiant «68-86 Itinéraires de l'individu». Selon lui, au-delà des différences entre les révoltes de Mai 68 et les manifestations étudiantes de décembre dernier, l'on retrouve le même cheminement de l'individualisme contemporain. Cet essai «à chaud» de philosophie immédiate mérite une discussion approfondie.

ATTENTION - Exceptionnellement la réunion commencera à 20h 30.

Mercredi 8 Avril - Hongrois, devenu citoyen de notre pays, François FEJTO a vécu et mérité les aventures intellectuelles et les tragédies de notre siècle. De destin et cet itinéraire agités et exemplaires ont fait de lui un écrivain passionné et passionnant. Il vient d'écrire «Mémoires: de Budapest à Paris» qui retrace l'aventure de cet homme engagé au service de la liberté.

Mercredi 15 avril et Mercredi 22 avril - Pas de réunion en raison des vacances de printemps.

Voici que paraissent la même semaine les deux dernières livraisons des revues que nous éditons parallèlement à «Royaliste». Bonne occasion pour nos lecteurs de faire connaissance avec elles.

Du «Lys Rouge», la revue «Autrement» rapporte que ses animateurs la considèrent comme un «samizdat bâclé de la fin du XXème siècle». Curieuse définition... Mais il est vrai qu'aussi bien par le fond que par sa forme le «Lys Rouge» évoque parfois une presse clandestine, disons au moins parallèle. Une liberté de ton totale, un goût affirmé du débat si ce n'est de la polémique, un sentiment très fort de l'urgence

dossier pour décider une municipalité à célébrer convenablement le millénaire de la France ? Répondre vertement à un n° de «L'Evénement du jeudi» sur les prétendues «perruques poudrées», offrir une liste de livres royalistes d'occasion, s'intéresser au gaullisme de gauche et avoir un brin d'humour, ce sont encore d'autres aspects de ce n°34.

Plus sérieux, dans la forme, mais aussi par son importance dans notre stratégie, est la

revue «Cité». L'équipe de rédaction vient de se renforcer et le succès commercial du dernier numéro, comme une petite subvention du ministère de la Culture donnent à «Cité» la bouffée d'oxygène dont nous avons besoin. Ce n°15 poursuit notre dialogue avec les intellectuels les plus en pointe: Blandine Barret-Kriegel nous y explique comment une véritable redécouverte de l'histoire du Droit s'opère à la faveur de la disparition des idéologies dans le monde universitaire. Dans le n°16 une longue contribution de l'historien Roland Mousnier permettra de réfléchir sur la monarchie à travers les époques et les continents. Sans volonté didactique exagérée, «Cité» permet certaines mises en perspective fort utiles pour nos thèses politiques.

Un point noir cependant: s'il est encourageant de voir que «Cité» et le «Lys Rouge» ont conquis des personnes extérieures à notre frange d'influence habituelle, est-il normal que des abonnés et les lecteurs fidèles de «Royaliste» ignorent ces deux revues ?

P.C.



Deux revues qui méritent le détour

de certaines réponses le mettent au diapason des préoccupations de bien des royalistes. Le dernier numéro l'atteste encore: l'essentiel en est consacré à la question du droit dynastique. D'abord un texte de référence sur cette question par Yves Lemaignan, puis un regard critique sur la position du comte de Chambord, un long extrait d'une étude sur les «renonciations d'Utrecht» par Hugues Troussat, enfin la traduction in extenso d'un article consacré par le magazine espagnol «Tiempo» au duc de Cadix, qui se pose de plus en plus en compétiteur du comte de Paris. Comment présenter un

BULLETIN DE COMMANDE/ABONNEMENT

Nom/prénom:

Adresse:

☐ s'abonne à «Cité» (4 numéros): 125 F

☐ commande le n°15 de «Cité»: 35 F

☐ s'abonne au «Lys Rouge» (4 numéros): 50 F

☐ commande le n°34 du «Lys Rouge»: 20 F

offre spéciale valable jusqu'au 30 avril 87

réservée à ceux qui ne sont abonnés ni au «Lys Rouge» ni à «Cité»:

☐ s'abonne à «Cité» et au «Lys Rouge»: 150 F

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17, r. des Petits-Champs 75001 Paris.

L'Europe désenchantée



Triste anniversaire que celui de la signature, le 25 mars 1957, du Traité de Rome. Trente ans d'Europe, dit-on, comme si l'Europe au moins bi-millénaire avait attendu ce moment pour exister. Trente ans pour rien ? D'évolutions « inéluctables » en dates « historiques », beaucoup se prennent aujourd'hui à douter. La Communauté européenne fondée en 1957 était déjà un pis aller, comme l'a très justement rappelé André Fontaine dans « Le Monde » (1). Le mythe supranational, conçu dans le louable souci d'éviter de nouvelles guerres, n'était pas parvenu à prendre consistance. L'Europe militaire avait à son tour connu un échec cinglant dans la mauvaise affaire de la C.E.D. Restait la perspective d'une intégration économique dont on attendait une « prise de conscience » politique...

Cette double ambition laisse aujourd'hui la place au désenchantement. Malgré les réalisations communes, industrielles et agricoles, malgré l'élection d'une Assemblée au suffrage universel, la communauté européenne n'a pas pris corps et ce n'est pas la signature de l'Acte unique européen qui peut redonner force et dynamisme à un ensemble flou et paradoxal.

CONFRONTATIONS

La prétendue communauté européenne souffre en effet d'un vice de conception qui la détruit ou la paralyse au fur et à mesure qu'elle semble se faire. On a voulu intégrer, dans un cadre libéral, des économies qui ne sont pas complémentaires. Il était fatal que, plutôt que de conjuguer leurs efforts, les nations et les entreprises se trouvent dans une opposition d'intérêts quasi-permanente. Telle est bien la réalité quotidienne. Le marché commun agricole n'est qu'une épuisante confrontation d'intérêts difficilement conciliables, un système d'une effarante complexité qui survit dans une crise permanente. Le marché commun industriel, quant à lui, est le champ clos d'une lutte acharnée entre des entre-

prises qui, plutôt que de s'associer, se disputent les marchés extérieurs et choisissent volontiers de s'allier avec les Américains et les Japonais pour mieux lutter contre leurs rivales européennes. Point de politique ni de stratégies qui exprimeraient spontanément la solidarité rêvée mais, pour tenter de l'atteindre, ou du moins pour atténuer le choc des intérêts divergents, une lourde bureaucratie produisant des décisions volontairement obscures, et des réglementations artificielles ou paralysantes.

Point d'autonomie non plus dans cette Europe qui devait devenir le « troisième grand », puisqu'elle demeure soumise à la logique impériale des Etats-Unis, puisqu'elle ne sait ni ne veut résister à son chantage et à ses pressions comme on l'a vu encore récemment dans le domaine agricole. Enfin, l'élargissement de l'Europe, qui n'est certes pas une mauvaise chose, paraît marqué d'une redoutable ambiguïté : plus la Communauté européenne s'étend, plus elle devient hétérogène, et moins elle a de chances de réaliser l'intégration souhaitée.

QUELLE IDENTITE ?

Face à ce constat en forme d'impasse, faut-il tirer un trait sur ces trente dernières années et revenir à la doctrine de chacun pour soi ? Plutôt que de se réfugier dans un nationalisme autarcique, qui serait tout aussi décevant, il paraît nécessaire de redéfinir l'entreprise commune en fonction de ce qui est apparu solide et efficace. On s'est bercé d'illusions, en donnant à imiter le modèle des Etats-Unis d'Amérique qui se sont créés dans des conditions, selon des références et par des procédés qui ne sauraient être reproduits sur notre continent. L'Europe a inventé la nation. L'Europe n'a et n'aura d'existence que par ses nations. Au lieu de songer à fondre celles-ci dans une fédération dépourvue de principe fédérateur et, heureusement, de puissance fédératrice, il faut

s'appuyer sur les nations pour constituer un ensemble durable. On s'est trompé de projet en s'assignant une intégration économique, donnée comme préalable à l'unité et à la fusion politiques. La vocation de l'Europe est dans la coopération, et celle-ci dépend de la volonté politique de ses nations les plus dynamiques. Les réalisations techniques (Ariane, Airbus), les projets à long terme (Euréka), les accords positifs (Lomé) qui relient la C.E.E. aux pays extérieurs reposent sur des volontés politiques nationales qui savent transcender, mieux que la bureaucratie supranationale, les divergences d'intérêts.

Mais l'entreprise européenne ainsi définie ne saurait se réduire à des réussites techniques et à des échanges commerciaux mieux équilibrés. Son héritage intellectuel, moral et spirituel l'oblige à être autre chose qu'une zone de coopération économique. L'Europe telle qu'on l'envisage à Bruxelles et à Strasbourg vit dans l'oubli d'une part d'elle-même et conçoit son unité à l'intérieur de frontières militaires et idéologiques qui la mutilent. La poésie, la musique, la philosophie, la littérature, l'architecture, nous disent qu'il n'y a pas d'Europe passée et à venir sans Prague, sans Varsovie, sans Budapest. Nous le savons, mais nous ne sommes capables de vivre cette relation essentielle aux nations européennes asservies que sur le mode de la commémoration nostalgique et de la solidarité verbale.

Point d'identité européenne sans resserrement des liens entre toutes ses capitales, malgré la logique des blocs et contre elle. Point de solidarité européenne sans effort pour penser sa civilisation, et pour la faire vivre autrement que sur le mode de la réminiscence historique.

Victime de ses illusions, touchée par une crise grave, exposée aux empires rivaux, trop oublieuse d'elle-même, l'Europe a-t-elle dit son dernier mot ?

Bertrand RENOUVIN

(1) 25 mars 1987